



Mesdames et Messieurs les élus,

Le choix du sens que prendront pour nous, demain, les mots SERVICE PUBLIC et le choix du maintien ou de la disparition de ces SERVICES PUBLICS nous obligent à combattre le projet DARMANIN de Réseau dit de Proximité.

La présence de nombre d'entre vous à nos côtés dans nos actions, ces derniers mois, a déjà une valeur de choix, celui de défendre le service public. Ce choix vous honore. Il montre votre volonté d'écouter ceux qui, au quotidien, accompagnent la population sur les questions fiscales ; ceux qui vous accompagnent dans la gestion de vos collectivités. Il exprime vos doutes envers le discours de ceux qui, depuis des mois, s'acharnent à faire passer l'éclatement de notre réseau de proximité pour un accord « gagnant / gagnant ». Mais dans cette partie de « Darmanopoly », nous savons déjà qui pourraient être les perdants.

Nous sommes les agents des finances publiques de l'Isère. Nous remplissons aujourd'hui devant vous notre devoir d'alerte. Bercy s'apprête à franchir une nouvelle étape, majeure, dans le démantèlement de nos services. Une étape (et juste une étape...) qui laissera le champ libre à un gouvernement qui n'a tiré aucune leçon de la crise des « gilets jaunes ».

#### LEUR CREDO ? AYEZ CONFIANCE, DORMEZ !

- DORMEZ, pendant que nous abattons les derniers vestiges du service public.
- DORMEZ, pendant qu'une par une, les trésoreries ferment leurs portes, en Isère et ailleurs.
- DORMEZ, pendant que nous achevons de transformer les services en antennes qui travailleront pour des territoires plus urbains, plus rentables, au détriment des territoires ruraux, abandonnés.
- DORMEZ, pendant que nous remplaçons le contact humain par un contact « dématérialisé », et laissons de côté tous les citoyens qui n'auront pas su prendre le train en marche.

Il n'y a pas de place pour le « handicap numérique » dans ce nouveau monde. Le marchand de sable est passé. Notre direction, et son chef d'orchestre Monsieur LERAY, poursuivent une œuvre que l'on peut légitimement qualifier de propagande, cherchant à vous rassurer, vous, élus, sur la viabilité de son projet. Assurant que la couverture du territoire sera renforcée grâce à une nette augmentation des points de contact avec la population. Passant sous silence ce que seront vraiment ces points de contact, et dans quelles conditions les publics seront désormais reçus... en attendant qu'ils ne le soient plus ! Oui, le marchand de sable est passé, et nous abreuve de sa poudre de perlimpinpin.

Nous, agents, avons les yeux bien ouverts. Nous aurions pu céder au découragement, nous aurions pu céder aux menaces. Bien au contraire, nous sommes aujourd'hui revigorés par le soutien que vous nous témoignez, et que vous témoignez par notre intermédiaire à l'ensemble des services publics Isérois.

Nous dénonçons fermement le discours démagogique de hauts fonctionnaires qui sont plus à l'aise avec les chiffres, qu'avec la réalité du terrain.

Qui peut croire qu'une formation de quelques jours remplacera l'expertise d'un agent des finances publiques ? Qu'il suffit d'un ordinateur et d'un local, gracieusement financés par des communes déjà privées de certaines dotations, pour contrefaire un centre des finances publiques ?

Qui peut croire qu'un site internet pourra, demain, mettre à la portée de tous une fiscalité parmi les plus complexes au monde ?

Qui, enfin, peut croire que supprimer des milliers d'agents permettra de faire reculer une fraude fiscale estimée à plus de 100 MILLIARDS D'EUROS par an ???

Tout cela est tellement évident. La copie ne vaut pas l'original !

Partout en France, cette évidence s'impose, à tous. Partout, des élus donnent de la voix, certains qualifient désormais ouvertement de mensonges les promesses de Bercy. Notre service public ne se résume pas à quelques points de couleur griffonnés à la hâte sur une jolie carte. Il ne se résume pas à quelques logos DGFIP posés à la va-vite sur un bureau de poste, un buraliste ou une agence bancaire. Il ne se résume pas à la mise à disposition du public de formulaires impersonnels, en ligne, ou à une aide en pointillés pour les collectivités.

Nous l'affirmons haut et fort :

**LE SERVICE PUBLIC EST LE PATRIMOINE DE CEUX QUI N'EN ONT PAS.**

Les citoyens Isérois ne sont pas des administrés de seconde zone. Ils méritent mieux que le service low-cost qui leur est promis. Par leur soutien dans nos actions, leur participation à ces dernières, ils témoignent de leur attachement à leur service public, de leur ras de bol de voir leurs services déportés vers les grandes agglomérations, de leur désarroi face à la généralisation d'internet comme vecteur unique de communication avec notre administration.

Vous-mêmes, élus de la république, devez vous accommoder, au quotidien, de lois en constante mutation, et dont la complexité augmente de jour en jour. Votre courage et votre détermination ne suffisent pas, ne suffisent plus. Et aujourd'hui, plus qu'hier, les conseils et le soutien technique des personnels des finances publiques font écho à un besoin bien réel.

Vous n'avez pas à supporter le poids d'agences comptables, à trouver de nouveaux modes de gestion, à compenser le désengagement de l'état en mettant à disposition des locaux, des personnels, du matériel.

Vous n'avez pas à travailler avec des VRP qui n'auront aucune idée de VOTRE réalité, sur le terrain, des spécificités de la population que vous représentez.

Oui, l'État se désengage, et reporte encore un peu plus sa responsabilité sur les épaules des collectivités, sans pour autant compenser ce retrait par des moyens ou leur assurer un minimum de reconnaissance.

Mesdames et Messieurs les élus, Bercy passe son grand oral, et voudrait être son propre jury. Il voudrait que les débats se tiennent à huis-clos. Il voudrait imposer le silence à ceux qui comprennent le mieux les conséquences de ce projet, Nous, Vous !

Il voudrait convaincre les élus qui pourraient encore refuser ce même projet.

Avec Vous, les agents des Finances Publiques combattent pour que le Ministre DARMANIN retire son projet.

Isabelle FERRUCCI  
Secrétaire départementale Solidaires Finances Publiques 38  
solidairesfinancespubliques.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr  
06-83-15-39-83

Dominique LO MONACO  
Secrétaire départemental CGT Finances Publiques 38  
cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr  
06-82-79-19-32

Céline PONCON  
CFDT Finances Publiques 38  
cfdt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr  
06-81-05-31-61

Olivier TURLOTTE  
Secrétaire départemental FO Finances Publiques 38  
fo.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr  
06-31-85-46-08